

**Nations unies - Police onusienne  
(UNPOL) - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la France auprès des Nations  
unies - Conseil de sécurité  
(New York, 06 novembre 2017)**

Monsieur le Président,

Je remercie l'Italie d'avoir organisé cette séance consacrée au rôle de la police au sein des opérations de maintien de la paix, qui a permis l'adoption de la résolution 2382, la deuxième résolution du conseil de sécurité sur la police, trois ans après la résolution 2185. Je remercie également le Secrétaire général adjoint pour le maintien de la paix Jean-Pierre Lacroix, et les chefs des composantes police présents aujourd'hui avec nous pour leurs exposés.

Je souhaite rendre un hommage appuyé à l'action des quelques 11.500 hommes et femmes qui sont aujourd'hui déployés comme policiers dans les OMP. Issus de forces de sécurité nationales à statut civil ou à statut militaire, ils exercent leur mandat dans des conditions sécuritaires parfois très difficiles, et oeuvrent pour que la paix soit maintenue et que les populations civiles soient protégées.

Monsieur le Président,

Les contextes dans lesquels sont déployées les opérations de maintien de la paix sont sans cesse plus complexes, variés et évolutifs. Et les composantes police constituent un atout majeur pour y répondre, comme le souligne la résolution que nous venons d'adopter. Je souhaiterais à cet égard évoquer trois priorités :

Tout d'abord, les forces de police jouent, et doivent continuer à jouer, un rôle central pour la protection des populations civiles.

La réussite de cette mission repose sur le contact étroit qui doit se créer entre les forces de police déployées dans les opérations et les populations menacées.

Les populations civiles, notamment les plus vulnérables, comme les femmes et les enfants, doivent pouvoir compter sur ces policiers et gendarmes pour les protéger des violations des droits de l'Homme et des violences, et pour faire en sorte que les auteurs présumés de tels crimes puissent être jugés et tenus responsables de leurs actes.

En cas de violences imminentes, les personnels des composantes police des Nations unies ont pour mission d'apporter la protection requise aux populations menacées. Au-delà, c'est également par leur engagement au sein des communautés, par la qualité de leurs contacts avec la population et les autorités locales que ces gendarmes et policiers des Nations unies bâtissent cette confiance indispensable à l'exercice de la protection, comme c'est le cas au Mali avec l'action de la MINUSMA.

Pour assurer efficacement ces missions, il est indispensable que la composante policière soit pleinement coordonnée avec les autres composantes de l'opération de paix, notamment la composante militaire ou la division droits de l'Homme. Et leur capacité à répondre ensemble aux besoins repose sur leur capacité à planifier, à analyser, et à agir ensemble.

J'en viens à mon deuxième point : la composante police joue un rôle fondamental dans l'établissement de la paix durable.

La mise sur pied et le développement de forces de sécurité intérieure respectueuses des droits de l'Homme, garantissant l'égalité de traitement de tous, au service des populations est une condition de la stabilité de long terme. Les composantes policières des missions des Nations unies y contribuent par des actions d'appui et par des actions de formation, dans le respect des règles de l'État de droit et de la politique de diligence des Nations unies en matière de droits de l'Homme. C'est cet effort que l'on retrouve en République centrafricaine avec la MINUSCA, dont les unités de police constituées participent à la protection des populations civiles, à Bangui et au-delà, et contribuent au renforcement des capacités des forces de sécurité intérieures nationales ainsi qu'au raffermissement de l'autorité de l'État centrafricain.

L'efficacité de cet engagement doit reposer sur une identification fine des besoins de l'État-hôte et sur une planification adaptée, permettant à la composante policière d'y répondre. En Haïti, dans un contexte de transition, ce conseil a pleinement reconnu la plus-value significative de la police pour l'enracinement de la paix, avec la création de la MINUJUSTH.

Cette contribution des composantes police au règlement des conflits requiert qu'elles soient pleinement adaptées aux besoins des opérations de maintien de la paix, et ceci est mon troisième point.

Pour cela, plusieurs défis doivent être relevés.

- Le premier, c'est la capacité à générer des forces : pour être efficaces, ces forces de police doivent être en nombre suffisant, bien équipées et bien formées. La capacité à déployer rapidement une composante policière adaptée demeure un défi majeur. Nous devons collectivement poursuivre nos efforts pour y répondre.
- Le second enjeu est celui de la composition de ces forces : nous soutenons les efforts visant à déployer davantage de femmes au sein des composantes policières des opérations de maintien de la paix. Les femmes sont la garantie du lien entre la police onusienne dans les missions et les populations les plus fragiles. Elles sont à la pointe de la lutte et de la prévention

des violences sexuelles. Elles sont un exemple d'avenir et un modèle pour les populations que nous protégeons. Nous soutenons par ailleurs l'effort en matière linguistique. La capacité à entretenir un lien avec la population de l'État-hôte repose sur la capacité à établir et approfondir dans la durée des relations de confiance et de respect mutuel, en lien avec les autorités locales. La France y contribue s'agissant de la langue française par des actions de formation au profit des policiers et gendarmes déployés.

- Le troisième enjeu, qui semble aujourd'hui central, est celui de la compétence technique. Pour faire face aux multiples formes de criminalité rencontrées sur le terrain, les enquêtes menées nécessitent la mise en oeuvre de techniques policières complexes. Dans ces conditions, les composantes policières des missions doivent disposer des connaissances techniques spécialisées requises, par exemple en matière de lutte contre les violences sexuelles ou de lutte contre le crime transnational organisé. La France s'inscrit avec conviction dans une telle démarche. Par exemple, la force de gendarmerie européenne déploiera prochainement au sein de la MINUSMA une équipe spécialisée dans la lutte contre le crime organisé et contre le terrorisme composée de carabiniers italiens, de personnel de la Guardia civil espagnole, de la Garde nationale républicaine portugaise et de militaires de la Gendarmerie nationale française.

Monsieur le Président,

La prochaine réunion des directeurs de police et de gendarmerie, qui doit être organisée au printemps de l'année prochaine, en 2018, sera un temps fort pour la réflexion sur le rôle de la police au sein des Nations unies. Elle devra permettre de se pencher sur les choix doctrinaux et les choix techniques, tout en offrant une analyse prospective de l'avenir de la composante policière.

Je souhaiterais à cet égard interroger nos intervenants sur leur vision du rôle des personnels de police dans la construction de la paix durable.

Dans des contextes différents, vous avez tous été amenés à promouvoir le concept de paix durable par la prévention des violences, le rétablissement des capacités de police des pays hôtes ou la réconciliation nationale. Pouvez-vous nous confier les enseignements que vous en avez tirés ? Il serait particulièrement utile de mieux comprendre les contraintes que vous avez rencontrées et les impératifs que vous avez dû prendre en compte pour mener votre action.

Je vous remercie d'avance pour vos éclairages.

Merci./.